

# «La qualité de la formation continue est une priorité»

Le conseiller national socialiste Matthias Aebischer, président de la Fédération suisse pour la formation continue, évoque sa nouvelle mission et sa vision politique du domaine.

***Par Norman C. Bandi***

**Matthias Aebischer au Parlement** où il est un vaillant défenseur de la formation continue.



Photo: G.Bally / Keystone

**L**e conseiller national Matthias Aebischer a hérité d'une lourde tâche: depuis début mai 2015, il dirige la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA), reprenant le témoin de Rudolf Strahm. Conseiller national de 1991 à 2004 et «Monsieur Prix» de 2001 à 2008, celui-ci avait assumé cette fonction pendant sept ans et conduit la stratégie de cette organisation faîtière suisse, qui compte 680 membres, entreprises et membres individuels confondus. Il a également effectué un travail de lobbysme à Berne en faveur de cette branche et l'a défendue haut et fort auprès du grand public.

Le charismatique Matthias Aebischer, pédagogue et professionnel des médias, va-t-il suivre les traces de son médiatique prédécesseur, qui était un économiste pragmatique? De nombreux chantiers l'attendent, au sein de l'organisation comme en matière de politique de la formation. «Des chantiers, le mot est un peu fort, il laisse entendre que quelque chose ne va pas», objecte Matthias Aebischer. Et de rappeler qu'appliqué à une entreprise, ce terme est connoté négativement. «Ce qui est sûr, c'est que la situation est telle que je dois m'engager activement pour améliorer les choses.»

### **Des défis à l'interne**

■ **Organisation faîtière:** depuis 1992, André Schläfli assume la direction opérationnelle de la FSEA. «Il en a multiplié le bénéfice par cinq, l'amenant de 900 000 à 5 millions de francs par an. Comme dans toutes les entreprises, une organisation à croissance très rapide est en constant changement. Il faut des restructurations tous les deux ans, car tout est imbriqué et doit être professionnalisé», constate-t-il. Avant, une petite équipe suffisait à assumer toutes les tâches. Aujourd'hui, elle compte 30 personnes. Mais il ne voit pas pour autant de domaine particulier où agir. «Il suffit de le garder à l'esprit.»

■ **Direction:** l'an prochain, le directeur de la FSEA prendra sa retraite. «C'est une grande perte. Personne ne pourra vraiment le remplacer. Il aura passé 23 ans à ce poste, il cumule l'expérience et une excellente vue d'ensemble, il a construit un réseau impressionnant.» Quant à dire

si la succession se fera à l'interne ou à l'externe, Matthias Aebischer ne veut pas s'aventurer sur ce terrain. Mais il sait déjà que ce nouveau directeur ne pourra s'épargner des restructurations pour que la fédération puisse continuer à se développer. «Peut-être va-t-il falloir engager deux personnes pour remplacer André Schläfli. Je n'aimerais pas que celui ou celle qui lui succède jette l'éponge après trois mois.»

■ **Lobbysme:** comment la FSEA doit-elle défendre ses intérêts et s'impliquer directement en politique, en économie et dans les questions de société? «Nous devons être suffisamment présents sur ces terrains pour que l'on ne puisse pas nous reprocher de faire du lobbysme uniquement dans notre propre intérêt. Nous défendons la formation dans son ensemble en Suisse.»

## **«La situation est telle que je dois m'engager activement pour améliorer les choses.»**

Avec 5,3 milliards de francs de chiffre d'affaires par année et 3 millions de participants, le marché de la formation continue joue un rôle central. C'est par ses prises de position et ses avis que la FSEA souhaite contribuer à la formation de l'opinion. Et de la même manière, l'organisation veut inciter tous les acteurs du domaine à prendre position et à s'impliquer dans les débats.

■ **Marketing:** le nouveau président de la FSEA considère que l'organisation peut mieux faire en matière d'autopromotion. Ainsi, le festival de la formation continue, lancé en 1996, est surtout connu chez les professionnels du secteur, bien que plusieurs événements locaux soient organisés chaque automne aux quatre coins de la Suisse. Il a eu lieu cette année les 18 et

19 septembre. L'an prochain, la manifestation va être entièrement revisitée. Pour Matthias Aebischer: «En Suisse, ce festival doit être l'équivalent dans la formation des grandes foires comme la Muba ou l'Olma. Le problème n'est pas au niveau du contenu, mais de la sensibilisation.»

On pense tout de suite au nouveau chèque de formation continue, déjà utilisable pour 20 000 cours chez 250 prestataires. Mais dans le grand public comme dans le monde économique, cet outil n'est pas encore vraiment entré dans les mœurs. On pourrait notamment l'offrir comme cadeau aux collaborateurs ayant un certain nombre d'années de service. «Je m'investis à fond pour en faire la promotion», assure-t-il. «C'est un outil fabuleux. Mais les bonnes idées ont rarement du succès dans l'immédiat. Nous devons être prêts à investir dans cette initiative pour la faire connaître.»

### **Les défis à relever en matière de politique de formation**

■ **Loi sur la formation continue:** la première loi sur la formation continue entrera en vigueur en 2016, soit dix ans après que le peuple a approuvé les nouvelles dispositions constitutionnelles. Mais des questions demeurent. Ainsi, la Confédération prévoit de régler uniquement les activités d'encouragement par le règlement, soit les compétences de base et les aides financières aux organisations de formation continue. Et le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (Sefri) considère qu'une ordonnance est inutile sur les cinq principes (voir encadré) au cœur de la loi.

Pour André Schläfli, directeur de la FSEA, cette façon de voir les choses va se heurter à une large opposition dans le secteur de la formation continue: «La plupart d'entre nous considèrent qu'une loi à peu près dépourvue de dispositions d'exécution ne sert à rien.»

Matthias Aebischer, président de la FSEA, ajoute que «sans être un maniaque des ordonnances, il aurait été bon d'en avoir au moins une portant sur les principes de qualité et une autre sur la facturation.» Il va cependant attendre l'entrée en vigueur de la loi, convaincu que «la formation continue étant amenée à se ▶

► développer rapidement et de façon très centralisée, certaines questions qui restent en suspens se régleront d'elles-mêmes. J'ai l'impression que dans cinq ans, on ne parlera même plus d'ordonnances, car la pression sur les gens et les entreprises qui veulent faire de la formation continue sera très forte.»

■ **Cadre national des certifications:** le système de formation professionnelle suisse produit une main-d'œuvre qualifiée, mais ses diplômes manquent souvent de reconnaissance à l'étranger comme dans les entreprises locales avec des responsables étrangers. La Confédération souhaite introduire un cadre national des certifications (CNC-FPr) fixant des équivalences de titres entre les diplômes de la formation professionnelle et ceux des hautes écoles internationales.

Comme pour les certifications nationales de formation en haute école (CNC-HS), des équivalences sur huit niveaux sont prévues, la réforme de Bologne avec le bachelor et le master a apporté la transparence dans toute l'Europe. Le CNC-FPr se concentre sur l'éducation formelle, soit sur les formations professionnelles et supérieures. La formation continue, appe-

lée «non formelle», en est officiellement exclue. «Je pense que ces cadres nationaux des certifications sont une bonne idée. Il est bon que les professionnels puissent montrer à quel niveau correspondent leurs diplômes par comparaison avec d'autres formes d'enseignement», affirme-t-il.

Etablir un système de classement de tous les titres existants est un travail pha-

**«Nous voulons que les diplômes, même non formels, soient évalués.»**

raionique, c'est pourquoi le SEFRI en a fait une priorité. «Mais le but de la FSEA est clair: nous voulons que les diplômes, même non formels, soient évalués. Je ne vois pas pourquoi ce serait impossible. La vague de la formation continue va exercer une forte pression. Nous nous devons d'assurer la qualité de la formation continue.» Dans dix ans, plus personne ne fera

la différence entre formation formelle et non formelle, car tout le monde saura quel titre correspond à quel niveau, qu'il s'agisse d'un diplôme de fin d'études, d'un brevet fédéral, d'un diplôme ou d'un certificat. «Celles et ceux qui, en Suisse, peuvent justifier d'une qualité de formation certifiée doivent recevoir un titre compréhensible à l'international. Si c'est possible pour la formation supérieure, je me battrais pour que cela le soit aussi pour les parcours dits non formels.» D'après le Sefri, les premières classifications verront le jour en 2016, ce qui ne manquera pas de susciter des discussions.

■ **Equivalence des titres:** en 2012, le conseiller national Aebischer a lancé une motion intitulée «Equivalence des diplômes de la formation professionnelle supérieure». Les expressions «bachelor professionnel» et «master professionnel» devraient rendre les diplômes de niveau tertiaire B (formation professionnelle supérieure et écoles supérieures ES) comparables, tout comme ceux de niveau tertiaire A (universités et hautes écoles spécialisées HES) le sont devenus avec les accords de Bologne. «Il est impensable que les meilleurs professionnels du monde soient défavorisés sur le marché étranger parce que leurs titres sont incompréhensibles», s'agace Matthias Aebischer.

La Confédération a entre-temps rejeté cette proposition sous prétexte que celle-ci apportait «une mauvaise réponse à une vraie question». Le Sefri est convaincu que le CNC-FPr et des suppléments en anglais de type «Advanced Federal Diploma of Higher Education» résoudre le problème. Matthias Aebischer en doute. «J'ai tout essayé et tout donné. J'ai gagné au National, et échoué aux Etats.»

Va-t-il réactiver sa demande? «Je ne suis pas du genre à remettre le même thème à l'agenda politique après avoir perdu une votation ou une initiative populaire. Il faut accepter les décisions. Je reste convaincu qu'un «professional Bachelor» et un «professional Master» seraient un plus pour les formations professionnelles supérieures.» Des titres qui n'auraient besoin d'aucune explication, contrairement à des mentions type «Advanced Federal Diploma of Higher Education».

## La loi sur la formation continue

Les cinq principes de la loi - sans ordonnance

**Responsabilité:** la loi précise que «la formation continue relève de la responsabilité individuelle». L'employeur et la Confédération soutiennent et encouragent la formation continue.

**Qualité:** la loi doit promouvoir davantage de transparence et, lorsque la formation continue bénéficie de financements publics, elle doit assurer la qualité dans les quatre domaines suivants: l'information sur les offres, la qualification des formateurs, les programmes d'apprentissage et les procédures de qualification.

**Prise en compte des acquis:** la loi demande à la Confédération et aux cantons d'assurer la transparence en

matière de prise en compte des acquis. Il devrait ainsi devenir plus simple d'accéder à des diplômes formels en tenant compte de la formation continue et des formations informelles.

**Egalité des chances:** la loi vise à améliorer l'égalité des chances dans les formations continues bénéficiant de financements publics. Outre l'égalité hommes-femmes, la loi mentionne les personnes avec un handicap, celles qui souhaitent se réinsérer dans la vie professionnelle et les étrangers.

**Concurrence:** la LFCo assure que les offres de formation continue subventionnées ne faussent pas la concurrence.

# Quand un enseignant se lance dans la politique de l'éducation

Portrait de l'homme qui, depuis début mai 2015, dirige la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA), qui compte 680 membres, entreprises et membres individuels confondus.

**Famille.** Matthias Aebischer, 47 ans, conseiller national socialiste, vit dans une famille recomposée avec ses trois filles, Laura, 16 ans, Gianna, 13 ans et Ida, 6 ans dans le quartier de Marzili, à Berne.

**Formation.** Il est allé à l'école à Schwarzenburg (BE), où il est né, et a suivi l'école normale à Berne. «A l'époque, à 20 ans, on pouvait enseigner dans le primaire.» Ce qu'il a fait, entre 1988 et 1990, à Gléresse (BE), au bord du lac de Biemme. «Mais je savais déjà que je ne ferais pas ce métier toute ma vie.»

**Médias.** Il part à l'étranger. «A mon retour, j'ai encore donné quelques cours et, en parallèle, je suis entré à la radio, puis assez vite à la télévision.» Il passe deux ans à la station locale bernoise «Förderband», puis une année à la Radio Suisse alémanique DRS, et enfin dix-sept ans à la Télévision suisse alémanique SRF. Entré à la rédaction du département des sports, il passe à celle du téléjournal, dont il fut également le présentateur et où il travaillera également comme reporter. Il a aussi animé les émissions «Kas-sensturz» et «Club».

**Politique.** En 2011, sa carrière prend un tournant lorsqu'il quitte la télévision pour le Conseil national. «C'est sûr, ma popularité a été un atout. C'est également ce qui m'a poussé à me lancer. Sans cela, je n'aurais jamais laissé tomber mon travail de journaliste six mois avant les élections pour me porter candidat.» On lui reproche souvent d'avoir changé de camp. «Je ne vois pas les choses ainsi. Si j'avais décidé de travailler dans la communication d'entreprise, passe encore. Là, je pourrais utiliser mes connaissances et ma notoriété pour booster les chiffres.» Et il ajoute avec un brin d'autodérision: «Que je sois journaliste à la SRG ou conseiller national PS, je suis au service du peuple. Même si cela



**Matthias Aebischer.**

paraît un peu grandiloquent.» Politique-ment, un cœur vert bat sous son manteau rose. «Je prône le libéralisme social, mais dans certains domaines, je suis contre le libéralisme économique. La crise économique de 2008 m'a marqué.»

**Commission.** Dernier arrivé au Conseil national, Matthias Aebischer a malgré tout immédiatement réussi à se glisser dans le domaine qui l'intéressait: la commission de la science de l'éducation et de la culture (CSEC-E), qu'il préside pour la deuxième année consécutive. «J'y suis arrivé grâce à ma formation de pédagogue et par mon expérience de chargé de cours à l'Université de Fribourg, et aussi parce que mes deux autres domaines de compétence sont la culture et le sport.»

**Haute école.** Depuis 2001, Matthias Aebischer est aussi chargé de cours au département des sciences des médias et de la communication de l'Université de Fribourg, où il a participé à la mise sur pied du cours de base radio et télévision niveau Bachelor et a donné une leçon double (2 x 45 minutes) par semaine. Il a en outre écrit un livre sur le sujet. «Après mon entrée en politique, j'ai dû lâcher

de plus en plus. C'est ce qui m'amène aujourd'hui à mettre fin à ce mandat, avec beaucoup de nostalgie.» A l'ère numérique, quitter le bal médiatique, c'est mourir un peu.

**Formation continue.** «Presque tous les jobs où ma formation d'enseignant m'a été utile ont le thème de la formation continue comme dénominateur commun», observe Matthias Aebischer. «Jeune, je n'étais pas un de ces accros des médias qui écrit dans le journal de l'école. C'est le sport qui m'a amené au journalisme.» Il s'est formé à l'école de journalisme de Lucerne ainsi qu'à la radio et à la télévision. «Dans l'audiovisuel, la SRG propose une excellente formation de base et continue, qui est aussi très bien notée à l'international.» En revanche, il n'a pas eu besoin de beaucoup s'entraîner à la politique: «Chez moi, c'est inné. Je viens d'une famille très engagée. Mes parents ont tous deux longtemps assumé des fonctions politiques dans notre commune. Et j'ai beaucoup appris en animant l'émission Club.» Il maintient ses connaissances linguistiques et pendant ses dernières vacances d'été, il a fait un séjour linguistique de dix jours à Nice sans sa famille. «Etonnamment, j'y ai rencontré beaucoup de Suisses.»

**Fédération.** Aebischer est devenu président de la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA) en reprenant le témoin de son prédécesseur Rudolf Strahm. Ces deux politiciens sont très attachés à défendre la formation. «Mon parcours professionnel et mes activités m'y prédestinent. Dans le secteur de la formation continue, je ne cesserai pas de me battre pour la formation professionnelle.» Il n'aurait hésité que pour des raisons de disponibilité. «J'ai dû renoncer à d'autres mandats pour avoir suffisamment de temps à consacrer à la FSEA.»